



## PRÉFET DU VAL DE MARNE

### RENOUVELLEMENT CARTE DE SÉJOUR ENTREPRENEUR/PROFESSION LIBÉRALE (article L 313-10 3° du CESEDA)

**Si vous n'avez pas toutes les pièces mentionnées, ne venez pas en Préfecture.**

#### Liste des pièces à fournir (produire originaux et copies de chaque document) :

Les documents étrangers doivent être traduits en français par un traducteur assermenté.

La fiche de renseignement et des modèles de documents sont téléchargeables sur le site internet de la préfecture :

<https://www.val-de-marne.gouv.fr/Demarches-administratives/Etrangers/Creteil/Documents-utiles>

- **Justificatif de séjour régulier** : carte de séjour ou visa de long séjour valant titre de séjour validé<sup>1</sup> par l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII).
- **Justificatif d'état civil et de nationalité du demandeur** : passeport en cours de validité (pages d'identité et de validité) **ou** attestation consulaire avec photographie, datée de moins d'un an, faisant expressément mention de la nationalité du demandeur **ou** tout autre document permettant de justifier de manière probante de la nationalité (*exemples* : carte d'identité, carte consulaire, etc).
- **En cas d'exercice d'une activité commerciale, industrielle ou artisanale** :
  - **Justificatifs d'immatriculation de l'entreprise (statuts, extrait K ou Kbis) ou d'affiliation au régime social des indépendants.**  
*Ces documents peuvent être produits ultérieurement en cas de création d'une nouvelle activité uniquement.*
  - **Documents listés par l'arrêté INTV1629756A du 28 octobre 2016 relatif aux pièces à produire pour la demande de délivrance de la carte de séjour entrepreneur/profession libérale** (Journal officiel du 30 octobre 2016) (disponible sur le site Legifrance : <https://www.legifrance.gouv.fr>).

**En cas de poursuite de l'activité** : Tout justificatif de l'effectivité de l'entreprise et des ressources tirées de l'activité au moins équivalent au salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) à temps plein par mois : *exemples* : carnet de commandes, factures relatives aux prestations effectuées, attestation d'un expert comptable, relevés de compte, **et/ou tout autre document à l'appréciation du demandeur.**

**En cas de création d'une nouvelle activité** : Tout justificatif sur la viabilité économique du projet de création de l'entreprise : *exemples* : prévisions, carnet de commandes, diplômes en lien avec l'activité envisagée, curriculum vitae, **et/ou tout autre document à l'appréciation du demandeur.**

#### • **En cas d'exercice d'une activité libérale** :

**En cas de poursuite de l'activité** : Tout justificatif de l'effectivité de l'activité et la justification des ressources tirées de l'activité au moins équivalente au salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) à temps plein par mois : *exemples* : factures relatives aux prestations effectuées, carnet de commandes, attestation d'un expert comptable, contrat de bail et dernière quittance ou contrat de domiciliation datée de moins de 6 mois, bordereau de situation fiscale, bulletins de salaire ou extrait du livre de compte, relevés de compte, **et/ou tout autre document à l'appréciation du demandeur.**

**En cas de création d'une nouvelle activité** : justificatif d'immatriculation à l'URSSAF (déclaration de début d'activité URSAFF/INSEE) et justification des capacités de l'activité à procurer au demandeur un niveau de ressources au moins équivalent au salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) à temps plein par mois : *exemples* : prévisions, carnet de commandes, diplômes en lien avec l'activité envisagée, présentation détaillée sur papier libre du projet, curriculum vitae, **et/ou tout autre document à l'appréciation du demandeur.**

**Si le demandeur exerce une profession réglementée** : L'autorisation d'exercice ou l'inscription à l'ordre concerné :

- Inscription en cours de validité auprès de l'Ordre, le Syndicat professionnel ou la Chambre, dont la situation relève, pour un avocat, architecte, médecin, expert comptable, guide-interprète, etc.
- Preuve de l'enregistrement du diplôme auprès de l'Agence régionale de santé pour un demandeur exerçant une profession relevant du secteur médical (infirmière, kinésithérapeute, etc.).

**TOURNEZ LA PAGE SVP**

<sup>1</sup>– Depuis le 18 février 2019, le titulaire d'un visa de long séjour valant titre de séjour valide en ligne (sur le site du ministère de l'Intérieur) son visa, au plus tard trois mois après son entrée en France.



• **Justificatif de domicile :**

La date du document doit être de moins de 6 mois, y compris pour un échéancier.

**Si le demandeur est locataire ou propriétaire :** facture d'électricité ou d'eau ou de gaz ou de téléphone fixe (facture de mobile non acceptée) ou d'accès à internet ou le bail de location (faisant apparaître le nom et les coordonnées des parties) **assorti** de la dernière quittance de loyer ou la taxe d'habitation, datée de moins de 6 mois.

**Si le demandeur est hébergé à l'hôtel :** attestation de l'hôtelier et facture du dernier mois.

**Si le demandeur est hébergé par un particulier :** attestation d'hébergement, datée de moins de 6 mois, précisant le nom de l'hébergeant et de l'hébergé, et signée par l'hébergeant. L'attestation doit être accompagnée d'un justificatif d'identité de l'hébergeant en cours de validité (carte nationale d'identité, passeport, carte de séjour, etc) et d'un justificatif de domicile daté de moins de 6 mois au nom de l'hébergeant.

• **Si le demandeur souhaite obtenir une carte de séjour pluriannuelle :** lettre personnelle de demande de carte de séjour pluriannuelle, datée et signée (afin d'assurer la lisibilité du document, merci de le rédiger sur un logiciel de traitement de texte et de l'imprimer).

• **Justificatifs d'intégration républicaine (obligatoire pour l'obtention d'une carte pluriannuelle) :**

– Attestation nominative de présence aux formations prescrites dans le cadre du contrat d'intégration républicaine **ou** du contrat d'accueil et d'intégration et délivrée par l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII).

**Ou pour un ressortissant étranger ayant obtenu son premier titre de séjour avant le 1<sup>er</sup> juillet 2016 :** contrat d'accueil et d'intégration, attestation de formation civique, attestation de session sur la vie en France, diplôme initial de langue française ou attestation de dispense de formation linguistique et bilan de compétences professionnelles.

**Ou pour un ressortissant étranger ayant obtenu son premier titre de séjour après le 1<sup>er</sup> juillet 2016 :** contrat d'intégration républicaine, attestation de formation civique, attestation de formation linguistique ou de dispense de formation linguistique.

**Ou les certificats de scolarité, diplômes, relevés de notes, attestations d'assiduité, attestations des établissements d'enseignement, etc, pendant la période concernée, pour un étranger justifiant d'un des cas de dispense indiqués ci-dessous :**

– Ressortissant étranger ayant effectué sa scolarité dans un établissement d'enseignement secondaire français (Collège et lycée) pendant au moins 3 années scolaires,

– ressortissant étranger ayant suivi des études supérieures (au-delà du baccalauréat) en France d'une durée au moins égale à une année universitaire,

– ressortissant étranger ayant effectué sa scolarité pendant au moins trois ans dans un établissement d'enseignement secondaire français à l'étranger figurant sur la liste établie par le ministre chargé de l'éducation, en accord avec le ministre des affaires étrangères et avec le ministre chargé de la coopération (prévue par l'article R. 451-2 du code de l'éducation), sur présentation d'une attestation établie par le chef d'établissement,

– ressortissant étranger âgé de 16 à 18 ans révolus pouvant prétendre à un titre de séjour et remplissant les conditions d'acquisition de la nationalité française (étranger né en France de parents étrangers qui justifie à sa majorité résider en France et avoir eu sa résidence habituelle en France pendant une période continue ou discontinue d'au moins cinq ans, depuis l'âge de onze ans).

**Si le demandeur n'a jamais signé de contrat d'intégration et d'accueil ou de contrat d'intégration républicaine et ne peut justifier d'une dispense, merci d'ajouter une lettre le précisant.**

**Si le demandeur a déjà signé un contrat d'intégration et d'accueil ou un contrat d'intégration républicaine, mais ne l'a plus en sa possession, il lui appartient de prendre contact avec l'OFII (creteil@ofii.fr), afin d'obtenir une attestation de clôture du contrat.**

• **Fiche de renseignements préalablement complétée, datée et signée.**

• **3 photographies, format 35 mm x 45 mm – tête nue, moins de 3 mois et ressemblantes, norme ISO/IES 1979-44-5 2005 (pas de copie).**

Afin de connaître les modalités d'obtention d'une carte de résident de 10 ans, le demandeur doit se rendre sur le site de la préfecture du Val de Marne, rubrique Démarches administratives, Etrangers, Carte de résident (Carte de 10 ans) (<https://www.val-de-marne.gouv.fr/Demarches-administratives/Etrangers/Creteil/Carte-de-resident-carte-de-10-ans>), afin de télécharger le formulaire qui précise les conditions, la procédure et les pièces à fournir.